

## TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	IX
Résumé .....	1
Introduction.....	3
Racisme et discrimination raciale .....	5
I. Introduction : Racisme et discrimination raciale à la lumière des droits humains .....	5
II. Recommandations des organes de surveillance internationaux.....	6
1. Organes de surveillance de l'ONU .....	6
2. Les organes de surveillance au niveau européen .....	7
3. Comparaison des recommandations internationales.....	9
3.1. Mesures législatives .....	9
3.2. Application du droit et mesures institutionnelles .....	10
3.3. Soft measures .....	10
3.4. Monitoring.....	10
III. Obligations internationales.....	10
1. Obligation de non-discrimination ( <i>duty to not-discriminate</i> ).....	10
2. Obligations de protection de l'État ( <i>duty to protect</i> ).....	11
3. Obligations négatives ( <i>duty to respect</i> ).....	13
4. Obligations de garantie de l'État ( <i>duty to fulfil</i> ) .....	13
5. Recommandations générales concernant la législation sur la discrimination raciale .....	14
IV. Mise en œuvre interne en Suisse.....	15
1. Appréciation générale sur la discrimination raciale.....	15
1.1. Le marché du travail.....	16
1.2. Les discours politiques et les médias .....	17
1.3. Actes de violence de la police.....	17
1.4. Naturalisation.....	18
1.5. Discrimination raciale des minorités religieuses et interdiction des minarets .....	18
2. Les bases légales.....	19
2.1. Les bases légales au niveau fédéral .....	19
2.1.1. L'interdiction de la discrimination raciale au niveau de la Constitution fédérale.....	19
2.1.2. La norme pénale sur le racisme, l'interdiction pénale de discrimination raciale .....	19
2.1.3. Les dispositions légales contre la discrimination raciale .....	21
2.2. Les bases légales au niveau cantonal .....	22
2.3. Mesures nécessaires .....	22
2.3.1. Lacunes en droit pénal.....	22
A. Les éléments constitutifs des associations racistes .....	23
B. Les groupes protégés .....	23
C. Les éléments constitutifs du refus de prestations .....	23
2.3.2. Législation contre la discrimination raciale .....	24
2.3.3. Adaptations en droit privé et en droit administratif .....	24
3. Application et imposition de la loi .....	25
3.1. La norme pénale contre la discrimination raciale .....	25
3.2. La base de données du Système de documentation et de monitoring.....	26
3.3. Protection contre la discrimination raciale.....	27
3.4. Mesures nécessaires .....	28

4.	Mesures de prévention et de sensibilisation (soft measures).....	29
4.1.	Les efforts entrepris à ce jour .....	29
4.2.	Mesures nécessaires .....	30
5.	Les mesures institutionnelles.....	31
5.1.	La Commission fédérale contre le racisme.....	31
5.2.	Le Service de lutte contre le racisme.....	31
5.3.	Services cantonaux et communaux .....	32
5.4.	Soutien et consultations pour les victimes .....	33
5.5.	Mesures nécessaires .....	33
6.	Monitoring, documentation, recherche.....	33
6.1.	Mesures prises à ce jour.....	33
6.2.	Mesures nécessaires .....	35
V.	Bilan .....	35
	Droit des étrangers.....	39
I.	Remarque liminaire.....	39
II.	Mariage des personnes sans droit de séjour .....	39
1.	Introduction et recommandation .....	39
2.	Problématique.....	39
3.	Fondements internationaux.....	39
4.	Mise en œuvre au niveau interne .....	41
4.1.	Etat des lieux au niveau légal .....	41
4.2.	Développements récents de la jurisprudence et de la doctrine .....	44
4.2.1.	Position de la doctrine suisse .....	44
4.2.2.	Position des différentes autorités judiciaires suisses.....	45
A.	Arrêt du Tribunal administratif bernois du 23 juin 2011.....	45
B.	Arrêt du Tribunal cantonal vaudois du 30 septembre 2011 .....	46
C.	ATF 137 I 351 du 23 novembre 2011.....	46
5.	Conclusions .....	49
III.	Droit de séjour de victimes de violence conjugale.....	50
1.	Introduction et résumé historique .....	50
2.	Recommandations des différents organes de surveillance internationaux .....	50
3.	La mise en œuvre interne.....	51
3.1.	La situation juridique en Suisse .....	51
3.2.	Problèmes actuels de mise en œuvre du droit et d'appréciation des autorités dans la pratique décisionnelle ..	53
3.2.1.	Preuve de violence conjugale .....	53
3.2.2.	Appréciation de l'intensité de la violence conjugale .....	54
3.2.3.	Le critère de la réintégration dans le pays de provenance.....	54
3.2.4.	Le critère de l'intégration .....	54
3.2.5.	Prise en compte du bien de l'enfant.....	55
3.3.	Les derniers développements.....	56
4.	Bilan.....	58
IV.	La détention administrative des étrangers.....	59
1.	Introduction.....	59
2.	Contenu des recommandations .....	59
3.	Normes de droit international public et européennes relatives à la détention administrative des étrangers.....	60
3.1.	Les Nations Unies.....	60

3.2.	Le Conseil de l'Europe .....	61
3.3.	L'Union européenne .....	62
4.	Mise en œuvre en Suisse .....	64
4.1.	Mesures de contrainte en droit des étrangers.....	64
4.2.	Les motifs de détention.....	65
4.2.1.	La détention en phase préparatoire (art. 75 LEtr) .....	65
4.2.2.	La détention en vue du renvoi ou de l'expulsion (art. 76 LEtr).....	66
4.2.3.	La « petite » détention en vue du renvoi ou de l'expulsion (art. 77 LEtr).....	67
4.2.4.	La détention pour insoumission (art. 78 LEtr) .....	67
4.3.	Durée et conditions de la détention .....	68
4.4.	Durée de la détention dans la pratique .....	69
5.	Mesures nécessaires .....	70
6.	Conclusions .....	71
	Droit d'asile.....	73
I.	Remarque liminaire.....	73
II.	Procédure d'asile : assistance judiciaire et délais .....	73
1.	Introduction et recommandations .....	73
2.	Problématique.....	74
3.	Fondements internationaux et bases constitutionnelles .....	75
3.1.	Sources contraignantes du droit international public .....	75
3.2.	Sources contraignantes du droit constitutionnel suisse.....	76
3.3.	Sources non contraignantes du Conseil de l'Europe.....	77
4.	Mise en œuvre au niveau interne .....	78
4.1.	Assistance judiciaire.....	78
4.1.1.	Etat actuel de la situation .....	78
4.1.2.	Nouveau droit.....	81
4.1.3.	Conséquences des recommandations .....	81
4.2.	Délais .....	82
4.2.1.	Problématique sous l'angle des droits humains.....	82
4.2.2.	Evolution et contenu de la réglementation légale.....	83
A.	Loi sur l'asile entrée en vigueur en 2008 et propositions de modification de 2010, 2011 et 2012.....	83
B.	Délais liés au dépôt de la demande d'asile (I).....	84
a.	Règles légales .....	84
b.	Analyse.....	84
c.	Propositions de modification 2010 et décisions parlementaires 2012.....	85
C.	Délais de traitement de la demande par l'Office fédéral des migrations (II).....	85
a.	Règles légales .....	85
b.	Analyse.....	86
c.	Propositions de modification 2010 et décisions parlementaires 2012.....	86
d.	Propositions de restructuration de la procédure d'asile à moyen et long terme.....	87
da.	Propositions de modifications complémentaires de 2011 : .....	87
db.	Décision du Parlement (décembre 2012) : .....	88
dc.	Proposition de restructuration du domaine de l'asile (novembre 2012) : .....	88
D.	Délais de recours (III).....	88
a.	Règles légales .....	88
b.	Analyse.....	89
c.	Propositions de modification 2010.....	90
d.	Propositions de modifications complémentaires de 2011 .....	91
e.	Solutions adoptées en 2012 et propositions à plus long terme.....	91
E.	Délais de traitement du recours par le Tribunal administratif fédéral (IV) .....	91

a.	Règle légale.....	91
b.	Analyse.....	92
c.	Propositions de modifications 2010.....	92
d.	Décisions parlementaires 2012.....	92
e.	Propositions à plus long terme.....	93
4.2.3.	Conséquences des recommandations.....	93
5.	Conclusions.....	94
III.	Aide d'urgence.....	95
1.	Introduction et recommandations.....	95
2.	Problématique.....	96
3.	Fondements internationaux.....	97
3.1.	Le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pacte ONU I).....	97
3.2.	Le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques (Pacte ONU II).....	98
3.3.	La Convention internationale du 21 décembre 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD).....	99
3.4.	La Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH).....	99
4.	Mise en œuvre au niveau interne.....	100
4.1.	Régime ordinaire de l'aide sociale dans le domaine de l'asile.....	100
4.2.	Régime spécial de l'aide d'urgence.....	101
4.2.1.	Introduction de l'aide d'urgence dans le système légal.....	101
4.2.2.	Genèse et contenu de l'art. 12 de la Constitution fédérale.....	102
4.2.3.	Première évolution jurisprudentielle.....	104
4.2.4.	Régime légal actuel et décisions parlementaires 2012.....	105
4.3.	Problématiques liées au système de l'aide d'urgence.....	107
4.3.1.	Caractère et contenu des prestations de l'aide d'urgence.....	107
A.	Prestations en nature.....	107
B.	Nourriture.....	108
C.	Logement.....	108
D.	Santé et soins.....	108
4.3.2.	Prestations standardisées.....	109
4.3.3.	Contrôle des personnes à l'aide d'urgence.....	110
4.3.4.	Isolement social.....	110
4.3.5.	Durée de l'aide d'urgence.....	111
4.3.6.	Extension du cercle de bénéficiaires de l'aide d'urgence.....	113
4.3.7.	Départ dans la clandestinité.....	113
4.3.8.	Différences de mise en œuvre de l'aide d'urgence dans les cantons.....	114
4.4.	Impact des différentes recommandations internationales dans le cadre du système de l'aide d'urgence.....	117
5.	Conclusions.....	119
	CONCLUSION générale.....	121
	Bibliographie.....	123
	Annexe: Liste des documents utilisés.....	127